

Ces aperçus analytiques sur la COVID-19 ont été conçus pour saisir les informations et analyses les plus récentes dans un contexte qui évolue rapidement. Certaines thématiques seront abordées plusieurs fois au cours de cette analyse.

Si vous souhaitez proposer un sujet, veuillez nous envoyer un courriel à research@iom.int.



Qu'est-ce que les rapatriements de fonds ?

Les rapatriements de fonds sont des transferts en espèces ou en nature effectués par les migrants, destinés à leurs proches dans les pays d'origine. Les rapatriements de fonds comprennent également la rémunération des employés, comme les travailleurs transfrontaliers.

Selon la Banque mondiale, les flux mondiaux de rapatriements de fonds se sont élevés à 706 milliards de dollars É.-U. en 2019, dont 551 milliards de dollars É.-U. vers les pays à revenu faible ou intermédiaire. En 2019, l'Inde était le premier bénéficiaire des rapatriements de fonds en dollars É.-U. (82 milliards de dollars É.-U.), tandis que les Tonga étaient le premier bénéficiaire par rapport à la taille de leur économie (38 % du PIB). Les États-Unis ont été le premier pays d'origine des rapatriements de fonds en 2018 (68 milliards de dollars É.-U.).

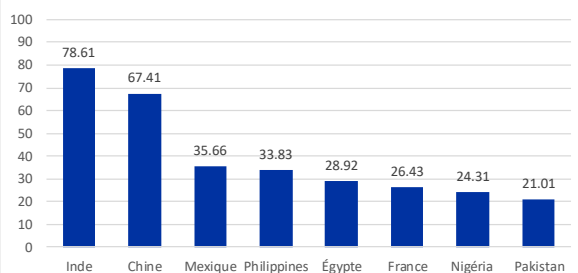
En moyenne, les migrants envoient chez eux 15 % de leurs revenus, une personne sur neuf dans le monde – soit environ 800 millions de personnes – bénéficiant de ces flux.

Incidences de la COVID-19 sur les rapatriements de fonds

L'on s'attend généralement à ce que les rapatriements de fonds mondiaux diminuent en raison de la pandémie, et l'on prévoit une baisse de 7 % des rapatriements de fonds en provenance des États-Unis vers l'étranger, soit 6 milliards de dollars É.-U., en 2020. Trois facteurs clés sont à l'origine de cette situation :

- ⇒ Certains des principaux pays d'origine des rapatriements de fonds, comme les États-Unis et l'Allemagne, ont mis en place des mesures de confinement pour réduire l'impact du virus, laissant de nombreux migrants dans l'incapacité de travailler.
- ⇒ La COVID-19 a joué un rôle dans le récent effondrement des prix du pétrole, qui se sont avérés étroitement liés à la valeur des rapatriements de fonds, notamment ceux des migrants résidant en Russie.
- ⇒ Même les migrants qui peuvent financièrement se permettre de transférer des fonds dans leur pays ont plus de mal à le faire – 80 % des envois sont effectués physiquement par un prestataire de services de transfert, mais les réseaux qui assurent ces opérations sont partiellement ou totalement fermés.

Principaux pays bénéficiaires en milliards de dollars É.-U. (2018)



Source : Banque mondiale, 2019, dans le Rapport État de la migration dans le monde

Principaux bénéficiaires des rapatriements de fonds

En dollars des États-Unis, les pays qui reçoivent le plus de fonds ont des économies plus importantes, l'Inde, la Chine, la France et l'Allemagne étant parmi les dix premiers bénéficiaires.

Toutefois, lorsqu'on les considère en pourcentage du produit intérieur brut, les principaux bénéficiaires sont des pays dont l'économie est plus petite, comme les Tonga, le Kirghizistan, le Tadjikistan et Haïti.



Incidences de la baisse des rapatriements de fonds due à la COVID-19

Des pays d'Afrique – comme [l'Égypte](#) et la [Somalie](#) – à ceux [d'Asie](#), des [Caraïbes](#) et d'[Amérique latine](#), les rapatriements de fonds constituent une source de revenus essentielle, en particulier pour les plus pauvres.

Les rapatriements de fonds représentent souvent [60 %](#) du revenu familial et le [Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies](#) estime que 75 % de l'argent reçu sert à couvrir les besoins essentiels, tels que la nourriture, les frais de scolarité et les dépenses médicales.

De nombreux bénéficiaires de rapatriements de fonds ne jouissent d'aucune forme de [protection sociale](#), et ne sont donc pas en mesure de combler le manque à gagner résultant d'une diminution des transferts reçus.

L'importance des rapatriements de fonds pour le [développement](#) a augmenté avec les migrations : ces flux vers les [pays à revenu faible ou intermédiaire](#) sont trois fois plus importants que l'aide au développement et correspondent à peu près au montant de l'investissement étranger direct. Dans [66 pays](#), les rapatriements de fonds représentaient 5 % ou plus du PIB en 2019.

Étant donné que les rapatriements de fonds peuvent contribuer à la réalisation [d'au moins 7](#) des [17 objectifs de développement durable \(ODD\)](#), leur absence entravera le développement. En effet, la [Banque mondiale](#) a cité la baisse des rapatriements de fonds due à la COVID-19 comme l'une des perturbations ayant causé la première récession en Afrique subsaharienne depuis plus de 25 ans.

70%

Part des rapatriements de fonds que [la Gambie](#) reçoit des principales « économies confinées » (France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis).



Le coût des rapatriements de fonds

En mars 2020, le coût moyen mondial d'un envoi de 200 dollars É.-U. était de [6,79 %](#) (soit 13,58 dollars É.-U.), ce qui est bien supérieur à [l'objectif](#) de 3 % fixé par les ODD, et ce en grande partie parce que les rapatriements de fonds nécessitent souvent une conversion des devises. Toutefois, l'instabilité économique provoquée par la pandémie ne permet pas aux prestataires de services de rapatriements de fonds de fixer les taux de change, ce qui entraîne une augmentation des frais liés aux [opérations de change](#).

Un facteur pouvant compenser ces frais est la baisse de la valeur des devises des pays d'accueil, qui [augmentera la valeur](#) de ce que les migrants envoient chez eux.



Action des pouvoirs publics

Un certain nombre de pays ont adopté des mesures visant à lutter contre la baisse prévue des rapatriements de fonds :

- ⇒ Selon le [COVID-19 Policy Tracker](#) du FMI, le gouvernement sri-lankais a exempté les flux entrants de rapatriements de fonds de certaines réglementations et taxes.
- ⇒ Au [Zimbabwe](#), les agences de transfert d'argent ont été autorisées à ouvrir 3 fois par semaine « pour permettre la réception des rapatriements de fonds en devises étrangères qui ne peuvent être effectués sur aucune plateforme numérique ».

Cet aperçu analytique sur la COVID-19 a été élaboré par l'équipe de recherche de l'OIM (research@iom.int).

Clause de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'OIM. L'inclusion ou la présentation de matériel n'impliquent aucune prise de position de la part de l'OIM ou de l'un de ses membres ou partenaires.